

PLANÈTE • POLLUTIONS

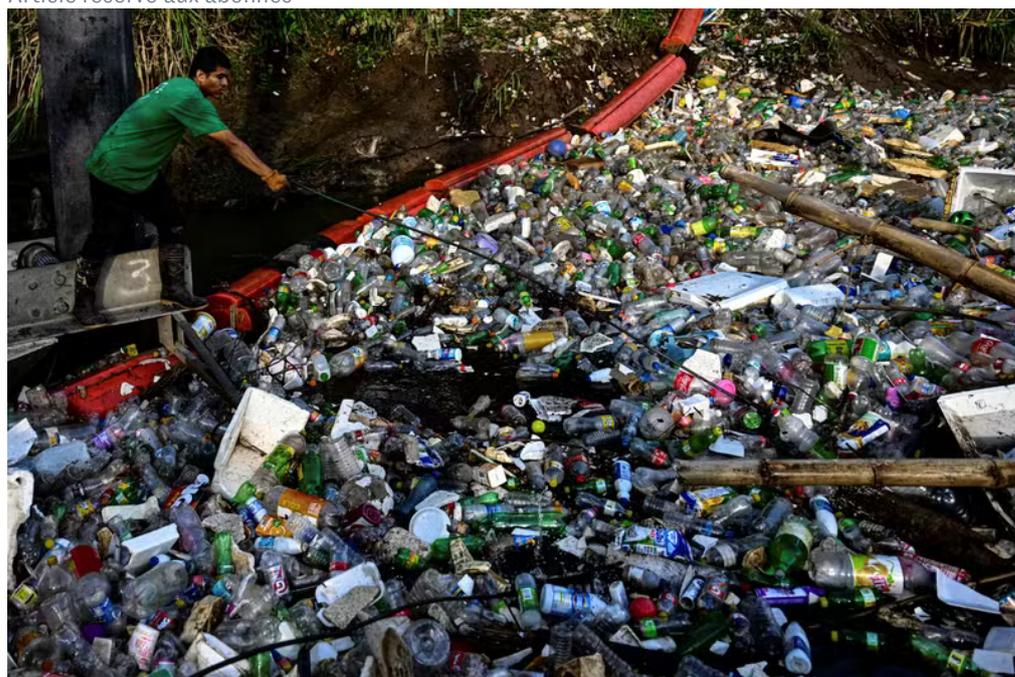
Traité plastique : à Pusan, le monde au défi de stopper une pollution hors de contrôle

Les délégués de 175 pays sont attendus du 25 novembre au 1^{er} décembre, en Corée du Sud, pour finaliser un traité mondial visant à mettre fin à la pollution plastique. Les positions très éloignées des négociateurs laissent planer le spectre d'un échec.

Par Stéphane Mandard

Publié le 24 novembre 2024 à 20h42, modifié le 25 novembre 2024 à 09h47 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Un employé de l'ONG Marea Verde travaille sur Wanda, la gigantesque machine hydraulique et solaire qui collecte les déchets de la rivière Juan Diaz, à Panama, le 1^{er} octobre 2024. MARTIN BERNETTI / AFP

A peine la 29^e Conférence des parties pour le climat (COP29) terminée à Bakou, la diplomatie environnementale a rendez-vous à Pusan (Corée du Sud), pour s'attaquer à une autre menace planétaire, le plastique. Les délégués de 175 pays sont attendus du 25 novembre au 1^{er} décembre pour ce qui est censé être la cinquième et dernière session de négociations visant à finaliser un traité mondial, afin de mettre fin à la pollution plastique. Avec un objectif : aboutir à un instrument international juridiquement contraignant avant la fin de l'année. Comme en Azerbaïdjan, le spectre d'un échec plane sur Pusan.

Au fur et à mesure des cycles de négociations, amorcées en mars 2022 avec une résolution des Nations unies qualifiée d'« historique », le projet de texte (*zero draft*) a enflé pour devenir un fourre-tout de 87 pages, avec des options et des sous-options contradictoires, avec 7 400 mentions entre crochets. « Si on ne garde que ce qui n'est pas entre crochets, c'est-à-dire ce qui fait consensus, on se retrouve avec une page et demie, c'est terrifiant », commente Henri Bourgeois-Costa, directeur des affaires publiques à la Fondation Tara Océan, qui documente la pollution plastique depuis 2010 à travers ses expéditions scientifiques.

Pour sortir de cette impasse, le président du Comité intergouvernemental de négociation (CIN), l'Equatorien Luis Vayas Valdivieso, a pris l'initiative de rédiger un autre texte (*non paper*, dans le jargon onusien), à partir des éléments qu'il juge bénéficié de suffisamment de « convergences » :

31 articles, qui tiennent sur une quinzaine de pages. Cette note, qui n'a pas de statut officiel, pourrait servir de base de négociations à Pusan si les Etats l'acceptent. Mais avec un risque non négligeable : saper son ambition.

Couper le robinet à la source

Pour la ministre française de la transition écologique, Agnès Panier-Runacher, qui ne se rendra pas à Pusan car l'hôte coréen n'a pas prévu de rencontres ministérielles, ce texte ne constitue « *pas une bonne base de négociations* » et augure des « *discussions difficiles* » et un « *accord incertain* ».

Principal grief : le document se garde de toute référence à un quelconque objectif de réduction de la production de plastique. Cette question constitue la principale ligne de fracture, qui n'a cessé de se creuser, entre les deux blocs qui se font face depuis le début des négociations.

Lire aussi |  [Le « continent de plastique » du Pacifique Nord accumule de plus en plus de déchets](#)



D'un côté, une coalition regroupant 67 membres, dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE), défend un texte de « *haute ambition* », qui prenne en compte l'ensemble du cycle de vie des plastiques, et donc leur production, pour couper le robinet à la source. De l'autre, les pays producteurs de pétrole, pour lesquels les plastiques et en particulier le secteur des emballages constituent un nouveau gisement, et qui veulent cantonner le traité à la question de la gestion des déchets et du recyclage. Autour de l'Arabie saoudite et de l'Iran, s'est monté un « *groupe de même sensibilité* », qui regroupe la Russie, le Brésil ou l'Inde. Premier producteur de plastique, la Chine est sur la même ligne.

Production exponentielle

La production mondiale de plastique (on recense plus de 4 000 polymères différents) a doublé ces vingt dernières années et devrait dépasser 500 millions de tonnes pour l'année en cours : de quoi emballer 50 fois la France dans du film alimentaire. Selon les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques, cette production exponentielle devrait atteindre le milliard de tonnes avant 2050, si rien n'est fait.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire →

Elle s'accompagne d'une explosion comparable des déchets : ils devraient presque doubler entre 2020 et 2040, pour dépasser les 600 millions de tonnes. Une très faible partie est recyclée (moins de 10 %), près de la moitié est enfouie dans des décharges et 19 % sont incinérés. Le reste (22 %) se retrouve dans l'environnement et notamment dans les océans.

Poison pour les écosystèmes et la santé humaine, le plastique est également un danger pour le climat. Selon les estimations du programme des Nations unies pour l'environnement, la part des émissions liées à la seule production de plastique, qui repose sur l'extraction et la transformation d'énergie fossile, devrait quasiment quadrupler d'ici à 2050, pour représenter 15 % des émissions globales de gaz à effet de serre. Autrement dit, la production de plastique pourrait enterrer à elle seule les derniers maigres espoirs de maintenir le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Lire le reportage (2023) |  [A La Réunion, les tortues et oiseaux marins révèlent « une soupe de plastiques » dans l'océan Indien](#)



« *Même en devenant les champions de la collecte et du recyclage, on ne réglera pas le problème de la pollution plastique, si on ne réduit pas la production de plastiques vierges* », répète Agnès Panier-Runacher, qui sera représentée à Pusan par la ministre déléguée à l'énergie, Olga Givernet. Le Rwanda et le Pérou, deux pays moteurs de la coalition pour une haute ambition, ont proposé une réduction de 40 % entre 2025 et 2040. Au cabinet de la ministre de la transition écologique, on ne se fait guère d'illusion : « *On sait que ce chiffre ne passera pas à Pusan. Obtenir le principe d'une réduction serait déjà*

une victoire. » On en est encore très loin. Le texte proposé par le président de la CIN évoque seulement « l'importance de gérer la production et la consommation des plastiques à des niveaux durables ».

« Coûts exorbitants pour la santé »

Des « modes de production et de consommation durables », ce sont également les termes choisis par les pays du G20, réunis au Brésil, dans leur déclaration finale du 19 novembre. Une communication en retrait par rapport à celle du G7 de Turin, en avril, où les ministres de l'environnement des sept puissances industrielles (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada) s'étaient engagés, pour la première fois, à « limiter la production et la consommation mondiales de polymères plastiques primaires ». Une inflexion dans la position des Etats-Unis, opposés à toute forme d'obligation juridique globale, qui ne devrait pas résister au retour de Donald Trump et à ses intentions de relancer massivement l'industrie pétro-gazière.



Des militants de Greenpeace déploient des banderoles à Séoul, le 19 novembre 2024, avant la cinquième session du Comité intergouvernemental de négociation (CIN-5), visant à élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, qui débutera à Pusan le 25 novembre 2024. ROLAND DE COURSON / AFP

Autre point de crispation : la question essentielle de la toxicité des monomères et composés chimiques (estimés à plus de 16 000) présents dans les plastiques. La communauté scientifique, les organisations non gouvernementales et les pays les plus ambitieux réclament une liste d'interdictions et de restrictions pour « éliminer » les plus préoccupants pour la santé (cancérogènes, perturbateurs endocriniens...), quand le texte soumis aux négociateurs propose seulement de les « contrôler ».

Lire aussi | [Les coûts exorbitants du « poison » plastique pour la santé humaine dénoncés dans un rapport parlementaire](#)



Rassemblés dans le Plastic Health Council, des chercheurs du monde entier mettent en garde : « La traité sera un échec, s'il ne s'attaque pas aux coûts exorbitants des plastiques pour la santé. » Ils appellent notamment à réduire la production de plastique à usage unique de 50 % d'ici à 2035. La question du financement constitue un autre point d'achoppement. Les pays du Sud souhaitent la création d'un nouveau fonds pour les aider à mettre en place des systèmes de gestion des déchets. Les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques privilégient le recours au Fonds pour l'environnement mondial, principalement destiné aux pays en développement.

« La pression est forte »

Autant de divergences qui semblent impossibles à surmonter en une semaine de négociations. « La pression pour finaliser un accord à Pusan est extrêmement forte en raison de l'urgence de la crise, mais au vu des dynamiques actuelles, il semble probable que la finalisation d'un accord nécessite encore au

moins une session de négociations supplémentaire », analyse le juriste David Azoulay, qui a participé à tous les cycles de négociations avec le Centre pour le droit international de l'environnement.

Lire aussi | [Environnement : le gouvernement américain veut cesser d'utiliser des plastiques à usage unique d'ici à 2035](#)



Au sein de la délégation de l'UE, on se dit « prêt à continuer à travailler si le texte n'est pas assez ambitieux ». Car c'est l'autre risque qui pèse sur Pusan : aboutir à tout prix à un texte, avec des engagements minimalistes, et reporter les questions qui fâchent aux futures COP. Dennis Clare, membre de la délégation des Etats fédérés de Micronésie, à l'origine de la déclaration Bridge to Busan, signée par une quarantaine de pays, dont la France, pour inscrire dans le traité des objectifs de réduction de la production de plastique, l'affirme : « Si nous nous contentons d'un accord inefficace, il apparaîtra très vite que nous devons nous remettre au travail et que nous n'avons fait que perdre du temps face à une crise qui ne nous en laisse guère. »

Stéphane Mandard

Le Monde Boutique

Découvrir

La République sous tensions

1870-2025 : anatomie des crises politiques

Albert Camus

La révolte et la liberté

Bilan du Monde 2025

Géopolitique, économie, environnement en 2024

Voir plus